

Assassinat d'un ministre au Burundi : plusieurs personnes arrêtées

RFI, 01-01-2017 Au Burundi, Emmanuel Niyonkuru, ministre de l'Eau, de l'Environnement et de la Planification, a été tué par balles par un agresseur inconnu tôt ce dimanche 1er janvier, dans la capitale Bujumbura, alors qu'il se rendait à son domicile et qu'il était au volant de sa voiture. Joint par RFI, Pierre Nkurikiye, porte-parole de la police burundaise, précise que le tireur se trouvait à l'intérieur du véhicule et qu'il s'agit d'un acte préparé. Le président burundais, Pierre Nkurunziza, assure que ce crime « ne restera pas impuni ».

Emmanuel Niyonkuru, âgé de 54 ans, a été « tué par un homme armé d'une arme à feu, alors qu'il se rendait à son domicile à Rohero, vers 00h45 », selon un tweet du porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, qui a également présenté ses condoléances « à la famille de la victime et à tous les Burundais ». Joint par RFI, ce dimanche, Pierre Nkurikiye précise que le ministre conduisait le véhicule dans lequel il a été tué. Il était en compagnie d'une femme et rentrait sa voiture à son domicile lorsque trois coups de feu ont été tirés. Le ministre a été tué sur le coup. « L'enquête a montré que le tireur était à l'intérieur du véhicule » et la femme qui se trouvait également dans la voiture a été arrêtée, car elle « pourrait connaître l'assassin », a-t-il ajouté avant de préciser que la police a par ailleurs procédé à d'autres arrestations et notamment celle du « patron d'un bar où le ministre venait de se rendre » avant les faits. Les deux veilleurs de la résidence du ministre sont actuellement interrogés. Pour le porte-parole de la police, il est trop tôt pour évoquer d'éventuelles motivations politiques. « Nous ignorons encore les motivations parce que nous n'avons pas encore mis la main sur celui qui a tiré sur le ministre. Ce qui est sûr, c'est que visiblement, c'était un acte préparé, ce qui veut dire qu'il s'agit d'un assassinat », a affirmé le porte-parole de la police burundaise, Pierre Nkurikiye. Ce meurtre est le premier visant un ministre en place depuis que le Burundi a plongé dans une grave crise politique avec la tentative du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat en 2015. Au moins 500 personnes ont été tuées et 300 000 ont choisi l'exil depuis le début de la crise politique au Burundi en avril 2015.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});